

Société d'Expertise Comptable, Fiscale et en Conseils

RCCM: CD/KNG/RCCM/13-B-0362; N° Id. Nat: 01-831-N58118 M; N° Impôt: A1010994M;

AFFL INSS: 0101023452A01; AGREMENT CSP: N° P/03/004/2010 ; IRC : PM 014 N° ONEC/SEC/000014/16



RAPPORT DE LA MICRO- EVALUATION DU PARTENAIRE « UCOP+ »

Effectué pour le compte des Agences EXCOM
(UNDP – UNICEF – UNFPA)

CONTRAT N° CS-Lgl / 2018 - 14

Août 2018

SOMMAIRE GENERAL

1. CONTEXTE, CHAMP D'APPLICATION ET METHODOLOGIE	5
1.1. CONTEXTE	6
1.2. CHAMP D'APPLICATION	6
1.3. METHODOLOGIE	6
2. SYNTHESE DES RESULTATS DE L'EVALUATION DES RISQUES	7
2.1. TABLEAU RESUME DES RESULTATS	8
2.2. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	12
3. RESULTATS DETAILLES DU CONTROLE INTERNE ET RECOMMANDATIONS	13
4. ANNEXES	17
4.1. INFORMATIONS SUR LE PARTENAIRE D'EXECUTION ET LE PROGRAMME	18
4.2. ORGANISATION DU PARTENAIRE & PERSONNES RENCONTREES	19
4.3. QUESTIONNAIRE DE LA MICRO-EVALUATION	21

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS

- EXCOM : Executive Committee (Agences du Comité Exécutif du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNICEF, UNFPA, PAM et PNUD))
- FACE : Funding Authorization and Certificate of Expenditure (Formulaire d'autorisation de financements et certification des dépenses)
- HACT : Harmonized Approach for Cash Transfers (Cadre opérationnel harmonisé pour la remise d'espèces)
- INTOSAI : International Organisation of Supreme Audit Institutions (Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques)
- IPPF : International Professional Practices Framework (Cadre International des Pratiques Professionnelles de l'Audit)
- ISRS : International Standards on Related Services (Normes internationales en matière de services connexes)
- OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA : Système comptable de l'OHADA)
- PAM : Programme Alimentaire Mondial
- PE : Partenaire d'Exécution ou de mise en œuvre
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PRODOC : Document de projet
- PTA : Plan de Travail Annuel (AWP : Annual Work Plan)
- UNFPA : United Nations Population Fund (Fonds des Nations Unies pour la Population)
- UNICEF : United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

N/Réf : 159/SECOFIC/RA/DT/DG/2018

Kinshasa, le 31 août 2018

A l'attention de **Monsieur Dominic Sam**
Directrice Pays du PNUD / RDC
Blvd du 30 Juin, Immeuble Losonia / Gombe
Kinshasa/RDC.

Monsieur le Directeur Pays,

Concerne : Rapport de Micro évaluation du Partenaire d'exécution «Union Congolaise des Personnes Vivant avec le VIH » «UCOP+» -

En notre qualité d'auditeur externe et conformément au Contrat de services n° CS-Lgl/2018-14 du 2 août 2018 ayant pour objet la réalisation des Micro évaluations des Partenaires de mise en œuvre des projets du Programme des Nations Unies pour le Développement en RDC, « PNUD/RDC » en sigle et la Société d'Expertise Comptable, Fiscale et en Conseils, « SECOFIC SARL » en sigle, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint notre rapport dont l'objet est repris en concerne.

Ce rapport, dont le contenu a été discuté avec les différents services opérationnels ainsi que la Coordination contient en conformité avec les termes de référence les éléments ci-après :

1. Contexte, champ d'application et méthodologie
2. Synthèse des Résultats de l'évaluation des risques
3. Conclusions détaillées et recommandations du contrôle interne

En annexe, les détails ci-après sont repris :

- Informations sur le Partenaire d'exécution et le Programme
- Organigramme du Partenaire d'Exécution
- Liste des personnes rencontrées
- Questionnaire de la Micro évaluation

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir au sujet de ce rapport.

Espérant que ce rapport réponde à vos attentes, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Pays, à l'expression de notre considération distinguée.

Célestin MBAYA MBAYA
Expert-Comptable et Gérant SECOFIC Sarl



1. CONTEXTE, CHAMP D'APPLICATION ET METHODOLOGIE

1.1. CONTEXTE

La micro évaluation fait partie des exigences du cadre pour l'Approche Harmonisée de Remises d'Espèces aux Partenaire d'Exécution (HACT). Le cadre HACT représente un cadre opérationnel commun appliqué par les agences des Nations Unies pour la remise d'espèces à des PE gouvernementaux ou non gouvernementaux.

La micro évaluation analyse le cadre de contrôle du Partenaire d'Exécution. Elle se traduit par l'attribution d'un niveau de risque (faible, modéré, significatif ou élevé). La note globale des risques est utilisée par les agences des Nations Unies, ainsi que d'autres informations disponibles (par exemple, l'historique de la collaboration avec l'agence et les résultats des précédentes activités d'assurance), pour déterminer le type et la fréquence des activités d'assurance selon les directives de chaque agence. Il est également pris en compte lors de la sélection des modalités appropriées de remise d'espèces au Partenaire d'Exécution.

1.2. CHAMP D'APPLICATION

La micro-évaluation fournit une évaluation globale du programme, des politiques en matière de gestion financière et opérationnelle, des procédures, des systèmes et des contrôles internes du Partenaire d'Exécution. Elle inclut:

- Un examen du statut juridique du PE, de sa structure de gouvernance et sa viabilité financière la capacité de gestion financière, de la gestion du programme, de la structure organisationnelle et de son personnel, des politiques et procédures comptables, des actifs immobilisés et inventaires, du rapport et du suivi financier, et des passations de marché;
- Un accent particulier sur le respect des politiques, des procédures, des règlements et des dispositions institutionnelles qui sont émises à la fois par le gouvernement et par le partenaire d'exécution.

Elle intègre les résultats de toutes les micros évaluations antérieures qui ont été menées chez le Partenaire d' Exécution.

1.3. METHODOLOGIE

Nous avons procédé à la micro-évaluation du 29/06/2017 au 4/07/2017 à Kinshasa.

Sur base des échanges avec la direction, de l'observation et des contrôles inopinés de transactions, nous avons évalué le Partenaire d'exécution et le système de contrôle interne concerné en mettant l'accent sur:

- L'efficacité des systèmes à fournir à la direction du Partenaire d'Exécution des informations qui sont précises et en temps opportun relatives à la gestion des fonds et actifs, conformément aux plans de travail et aux contrats avec les agences des Nations Unies;
- L'efficacité générale du système de contrôle interne dans la protection des actifs et des ressources du Partenaire d'Exécution.

Nous avons discuté des résultats de la micro évaluation avec le personnel des agences des Nations Unies concerné et avec le PE avant la finalisation du rapport. La liste des personnes rencontrées et interrogées au cours de la micro-évaluation est disponible à l'Annexe III.

2. SYNTHÈSE DES RESULTATS DE L'ÉVALUATION DES RISQUES

2.1. TABLEAU RESUME DES RESULTATS

Le tableau ci-dessous résume les résultats et les principales insuffisances du contrôle interne identifiées lors de l'administration du questionnaire de micro-évaluation (au point 4.4). Les conclusions et les recommandations détaillées sont précisées à la section 3, ci-dessous.

No.	Description du constat	Score Obtenu	Evaluation de risque (Niveau)	Brève justification de la notation (principales insuffisances du contrôle interne)
1.	Partenaire d'exécution	2,0000	MODERE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Légalisation très confortable avec un F92/11.006, elle dispose d'un certificat d'enregistrement du N°, Ministère de la santé N° MS 1255/DSSP/30/016 du 22 /03/2008, des statuts notariés sous 0642 Folio 0652 Volume V du mois d'avril 2008 ; - ses objectifs sont : promotion pour une implication accrue des PVVH dans tous les domaines et secteurs d'activités de la lutte contre le Sida en RDC, appui technique et institutionnel aux réseaux et associations des PVVH de toutes les provinces de la RDC, Mise en place des mécanismes de communication et d'échange d'information entre les associations et les réseaux des PVVH de toutes les provinces, plaidoyer pour l'accès universel et gratuit aux services de prévention, de traitement, de soins de qualité et de conseils liés au VIH et pour promotion des droits fondamentaux des PVVH et renforcement des alliances et partenariats avec les agences et organismes nationaux et internationaux ; - Existence d'une politique et procédure de supervision et suivi de la mise en œuvre des antennes provinciales ; - tendance dynamique de financement durant les 5 dernières années () ; - Capacité de recevoir et transférer les fonds. - Existence d'une politique anti- fraude et anti- corruption ; <p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique formalisée de mécanismes de dénonciation des fraudeurs, des gaspilleurs et des utilisateurs abusifs des biens et

				<p>ressources de l'UCOOP+ ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence d'évidence d'une politique contre les représailles pour les personnes qui signalent les cas de fraudes.
2	Gestion du Programme	1,0000	FAIBLE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'outils de planification avec un cadre des résultats et un cadre de suivi et évaluation contenant des données référence(Baseline) et de cibles (Target) et indicateurs SMART ; - Capacité, compétence éprouvées et existence de mécanisme d'identification, de mitigation de gestion des risques durant l'élaboration des Pro Doc selon les bailleurs ; - Existence de rapports de suivi, d'outils de collecte des données et documentation et diffusion des données ; - Présence d'un chargé de Programme, d'un chargé de suivi –évaluation, compétents et expérimentés. <p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de politiques et procédures pour l'élaboration des programmes et des plans ; - Absence d'un tableau formalise de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants ;
3	Structure organisationnelle et dotation en personnel	1,3750	FAIBLE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de politiques et procédures de gestion transparente et concurrentielle du processus de recrutement du personnel comptable et de programme ; - Existence de job description pour chaque post ; - Séparation nette des fonctions et tâches comptables, financières et de programme (Chef de programme et des chargés de suivi –évaluation) ; <p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique et d'un 'plan de formation du personnel comptable, financier et de programme ;

				<ul style="list-style-type: none"> - Absence de formalisation de pratiques de vérification/contrôle des personnes de références citées dans les CV des recrues de comptabilité/finance/ programme ;
4	Politiques et procédures comptables	1,3670	FAIBLE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation des quelques états financiers (tableau Emplois & Ressources, rapports financiers, etc. - Existence d'un manuel de politiques et procédures comptables et financières suffisamment documenté ; - Existence d'un système détaillé de budgétisation et de suivi budgétaire - Existence des procédures de traitement des factures et rigueur dans la réunion des supports ; - Existence et respect des contrôles des salaires, des frais de mission - Existence d'un coffre-fort pour la sécurisation des espèces et des chèques ; - Existence de rapprochement bancaire fait mensuellement ; - Respect du principe de la double intervention de la gestion du coffre-fort. <p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non tenue de grand général et de son rapprochement ceux-ci ; - Absence de formalisation d'une ou des clés de répartition des charges communes; - Absence d'une table d'autorités relatives aux paiements ; - Non annulation ou absence d'approbation des factures ; - Absence d'un service d'audit interne ;
5	Immobilisations et stocks	1,1430	FAIBLE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système efficace de protection des actifs et des stocks (registre des immobilisations, prise des inventaires physiques une fois l'an, gestion conforme du coffre-fort, rapprochement du registre général et des registres auxiliaires et mis en place d'un système d'étiquetage efficace; <p>Faiblesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de rapprochement des registres auxiliaires au compte collectif ;
6	Rapport Financier et	1,8350	MODERE	Points forts :

	Suivi			<ul style="list-style-type: none"> - Existence de politiques et procédures, de canevas et de types d'établissement des rapports financiers ; - Production régulière des rapports et tenue régulière des états financiers, etc. ; - Existence de rapports d'audit externe <p>Faiblesse :</p> <p>Absence d'un logiciel de gestion capable de générer automatiquement les différents rapports et le suivi budgétaire ;</p>
7	Passation de marchés	1.4444	FAIBLE	<p>Points forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un manuel de politiques et procédures de passation bien documenté et contenant la procédure d'exception ; - Existence d'un comité de passation de marché ; - Existence de politiques et procédures d'identification et de gestion des conflits d'intérêts actées dans une note circulaire ; - Existence de politiques et procédures d'éthique dans le manuel de politiques et procédures comptables et financières ; - utilisation d'un short List des fournisseurs des bailleurs pour les différents achats. <p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de canaux de diffusion des appels d'offre - Absence d'un service de procurement hiérarchisé ; - absence d'un logiciel de passation de marchés
Evaluation globale des risques		1,5240	FAIBLE	

2.2. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Principales conclusions

- Absence du logiciel de gestion comptable et financière et de passation de marchés ;
- Absence d'un service d'audit interne ;
- Absence d'un service de procurement hiérarchisé ;
- Absence de politique formalisée de mécanisme de dénonciation des cas de fraude, d'abus ou de gaspillage des ressources ;
- Absence d'outil formalisé de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants.

2. Principales Recommandations

- le partenaire doit acquérir un logiciel de gestion comptable et financière et de passation de marchés ;
- Le PE doit organiser un service d'audit interne ;
- le doit organiser un service de procurement hiérarchisé ;
- Le PE devra formaliser une politique des mécanismes de dénonciation des cas de fraude, d'abus ou de gaspillage des ressources ;
- Le PE devra mettre en place un tableau de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants ;
- Le PE doit respecter le principe de la double intervention quant à la gestion du coffre-fort.
- Le PE doit mettre en place une méthodologie de répartition des charges communes.

3. Conclusion générale

En conclusion, l'évaluation globale du système de contrôle interne et de gestion des opérations du partenaire d'exécution peut être jugée « **Faible** » dans l'ensemble.

Le présent rapport est destiné exclusivement à l'information et à l'utilisation des Agences EXCOM du système des Nations Unies et du Gouvernement de la RDC.

Kinshasa, le 31 Août 2018

Célestin MBAYA MBAYA

Expert – Comptable N° ONEC/EC/000247/16

8B, avenue de la Mongala
Commune de Gombe
Kinshasa, RD Congo



**3. RESULTATS DETAILLES DU CONTROLE
INTERNE ET RECOMMANDATIONS**

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

No.	Domaine opérationnel	Description du constat	Recommandation	Réponse de la direction du PE
1.	Partenaire d'Exécution	<p><u>Absence d'une politique de mécanisme de dénonciation des cas de fraude, d'abus ou gaspillage des ressources ;</u></p> <p>Nous avons que le PE n'a pas formalisé ses mécanismes de dénonciation des fraudeurs, des gaspilleurs et des utilisateurs abusifs de ses ressources. Cette situation augmente le risque de gestion inefficace.</p> <p><u>Il n'a pas eu d'évidence d'une politique contre les représailles pour les personnes qui signalent les cas de fraudes.</u></p>	<p>Nous recommandons au PE formaliser ces mécanismes de dénonciation des fraudeurs, des gaspilleurs et des utilisateurs abusifs des ressources</p> <p>Nous recommandons au PE de définir clairement une politique de lutte contre les représailles pour les personnes qui dénoncent les cas de fraude, d'abus ou de gaspillage des bines de l'UCOOP+.</p>	<p>Il a été convenu que le PE puisse formaliser les mécanismes de dénonciation des fraudes, gaspillages et utilisation abusive des ressources</p> <p>Il a été convenu que le PE puisse définir rapidement les politiques contre les représailles des dénonciateurs des cas de fraude, abus ou gaspillage des ressources.</p>
2.	Gestion de Programme	<p><u>Absence de formalisation du suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par des évaluateurs indépendants.</u></p> <p>Nous avons vérifié que le PE n'a pas mis en place un outil de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par des évaluateurs indépendants. Cette absence augmente le risque d'une gestion inefficace et de non suivi responsable des recommandations.</p>	<p>Nous recommandons au PE de mettre en place un outil de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants</p>	<p>Il a été convenu que le PE mette en place un outil de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants.</p>
3.	Structure organisationnelle et dotation en personnel	<p><u>Absence d'un plan de formation du personnel comptable, financier et de programme</u></p> <p>Nous avons vérifié que le PE n'a pas élaboré un plan de formation pour son personnel financier et de programme. Ceci augmente le risque</p>	<p>Nous recommandons au PE de Mettre en place un plan de renforcement des capacités du personnel de comptabilité, finance et de programme.</p>	<p>Il a été convenu que le PE puisse mettre en place un plan de renforcement de son personnel comptable et financier.</p>

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

		d'erreur et de non atteinte des objectifs.		
4.	Politiques et Procédures comptables	<p><u>Absence d'un logiciel de gestion comptable et financière</u> Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne dispose pas d'un logiciel de gestion comptable et financière. cette situation augmente le risque d'altération et de non fiabilités des données encodées avec comme corollaire la fraude et le détournement.</p> <p><u>Non annulation ou absence d'approbation des factures</u> Nous avons vérifié que les factures ne sont annulées après comptabilisation. Cette pratique augmente le risque d'utilisation multiple de la facture ou de détournement des fonds.</p> <p><u>Absence d'une table d'autorité approprié des paiements</u> Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne dispose pas d'une table d'autorité approprié relative aux paiements. Cette absence augmente le risque d'une gestion inefficace et lourde avec comme corollaire la non atteinte dans le temps requis des résultats.</p> <p><u>Absence d'un service d'audit interne</u> Nous avons vérifié que le PE n'organise pas un service d'audit interne ; ceci augmente le risque de fraude ou d'abus.</p>	<p>Nous recommandons au PE d'acquérir un pro logiciel de gestion comptable et financière</p> <p>Nous recommandons au PE de Procéder systématiquement à l'annulation des factures et autres pièces comptables après la comptabilisation.</p> <p>Nous recommandons au PE de mettre en place une table d'autorité appropriée des paiements.</p> <p>Nous recommandons au PE de procéder à des audits internes, contrôle inopinés et contrôles périodiques.</p>	<p>Il a été convenu que le PE puisse informatiser sa gestion.</p> <p>Il a été convenu que le PE puisse procéder à l'annulation des toutes les factures après comptabilisation</p> <p>Il a été convenu le PE puisse mettre en place une table d'autorité approprié et souple relative aux paiements</p> <p>Il a été convenu que le PE puisse procéder à des audits internes, aux contrôles inopinés et périodiques</p>
5.	Immobilisations et	<u>RAS</u>		RAS

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

	Stocks		RAS	
6.	Rapports financiers et Suivi	<p><u>Non préparation quelques des états financiers</u> Nous avons remarqué que le PE n'élabore pas l'ensemble des états financiers (bilan). <u>La gestion financière du PE n'est pas informatisée.</u></p>	<p>Nous recommandons au PE de Produire les états financiers conformément à la loi 04 sur les ASBL et aux exigences du Syscohada Nous recommandons au PE d'informatiser sa gestion financière</p>	<p>Nous recommandons au PE de Produire les états financiers conformément à la loi 04 sur les ASBL Il a été convenu que le PE puisse acquérir un pro logiciel de gestion.</p>
7.	Passation de Marchés	<p><u>Absence d'un service de procurement hiérarchisé</u> Nous avons vérifié que le PE n'organise pas un service de procurement hiérarchisé. Ceci augmente le risque d'achats des produits de mauvaise qualité et aux prix non compétitifs <u>Absence d'un logiciel de passation de marchés</u></p>	<p>Nous recommandons au PE de mettre en place un service de procurement hiérarchisé Nous recommandons au PE d'informatiser sa gestion de passation de marchés.</p>	<p>Il a été convenu que le PE mette en place un service de procurement hiérarchisé Il a été convenu que le PE d'acquérir un logiciel de passation de marchés.</p>

4. ANNEXES

4.1. INFORMATIONS SUR LE PARTENAIRE D'EXECUTION ET LE PROGRAMME

Nom du partenaire d'exécution :	Union congolaise des Organisations des PVVIH(UCOOP+)
Code ou ID du Partenaire d'exécution dans les registres de l'UNICEF, du PNUD, de l'UNFPA (selon le cas)	
Les coordonnées du Partenaire d'Exécution (nom, adresse e-mail et numéro de téléphone du contact):	croisement des avenues de la libération (ex 24 novembre) et Bld triomphal, Commune de Kas-Vubu, ville de Kinshasa, Immeuble PNMLS(es FONAMES) téléphone : 243wb811414007, 243 850000425 ; E-mail : ucopplus.secretariat@gmail.com site web : www.ucopplus.org
Les programmes mis en œuvre en relation avec l'agence/les agences des Nations Unies correspondante(s) :	
Le responsable principal du (des) programme(s) de l'agence ou des agences des Nations Unies	
Lieu(x) du (des) programme(s)	Kinshasa
Lieu de conservation des registres du (des) programme(s) de l'agence ou des agence (s) des Nations Unies :	Kinshasa
Devise des registres conservés:	USD
Les dernières dépenses engagées/déclarées à l'UNICEF, au PNUD et à l'UNFPA (selon le cas) durant la période financière de référence;	
Modalité(s) de remise d'espèces utilisée(s) par l'agence ou les agences des Nations Unies auprès du PE	DCT
Date prévue pour le démarrage de la micro évaluation :	23 au 25/04/2018
Nombre de jours nécessaires pour la visite chez le PE:	3
Demandes particulières à prendre en compte au cours de la micro évaluation:	Financement des activités menées selon ses mandats

4.2. ORGANISATION DU PARTENAIRE & PERSONNES RENCONTREES

4.2.1. ORGANISATION

Structure et localisation

UCOOP+ est une ONG nationale dont le siège est à Kinshasa. Nous avons vérifié qu'elle est légalement enregistrée. Elle dispose pour son fonctionnement un N°F.92/ Ministère de la santé N° MS 1255/DSSP/30/016 du 22 /03/2008, des statuts notariés sous 0642 Folio 0652 Volume V du mois d'avril 2008 ;. Elle est sise au croisement des avenues de la libération (ex 24 novembre) et Bld triomphal, Commune de Kas- Vubu, ville de Kinshasa, Immeuble PNMLS(es FONAMES)

. Objectifs

- Promouvoir une implication accrue des PVVIH dans tous les domaines et secteurs d'activités de la lutte contre le Sida en RDC;
- Apporter un appui technique et institutionnel aux réseaux et associations des PVVIH de toutes les provinces de la RDC;
- Mettre en place les mécanismes de communication et d'échange d'information entre les associations et réseaux de PVVIH de toutes les provinces d'une part et les réseaux, les associations et les partenaires d'autre;
- Mener le plaidoyer pour l'accès universel et gratuit aux services de prévention, de traitement, de soins de qualité et de conseils liés au VIH,
- Et pour la promotion des droits fondamentaux des PVVIH;
- Renforcer les alliances et les partenariats avec les agences et les organismes nationaux et internationaux.

Domaines d'activités

Ses domaines sont :

- VIH SIDA;
- Education et information aux droits PVVIH;
- .

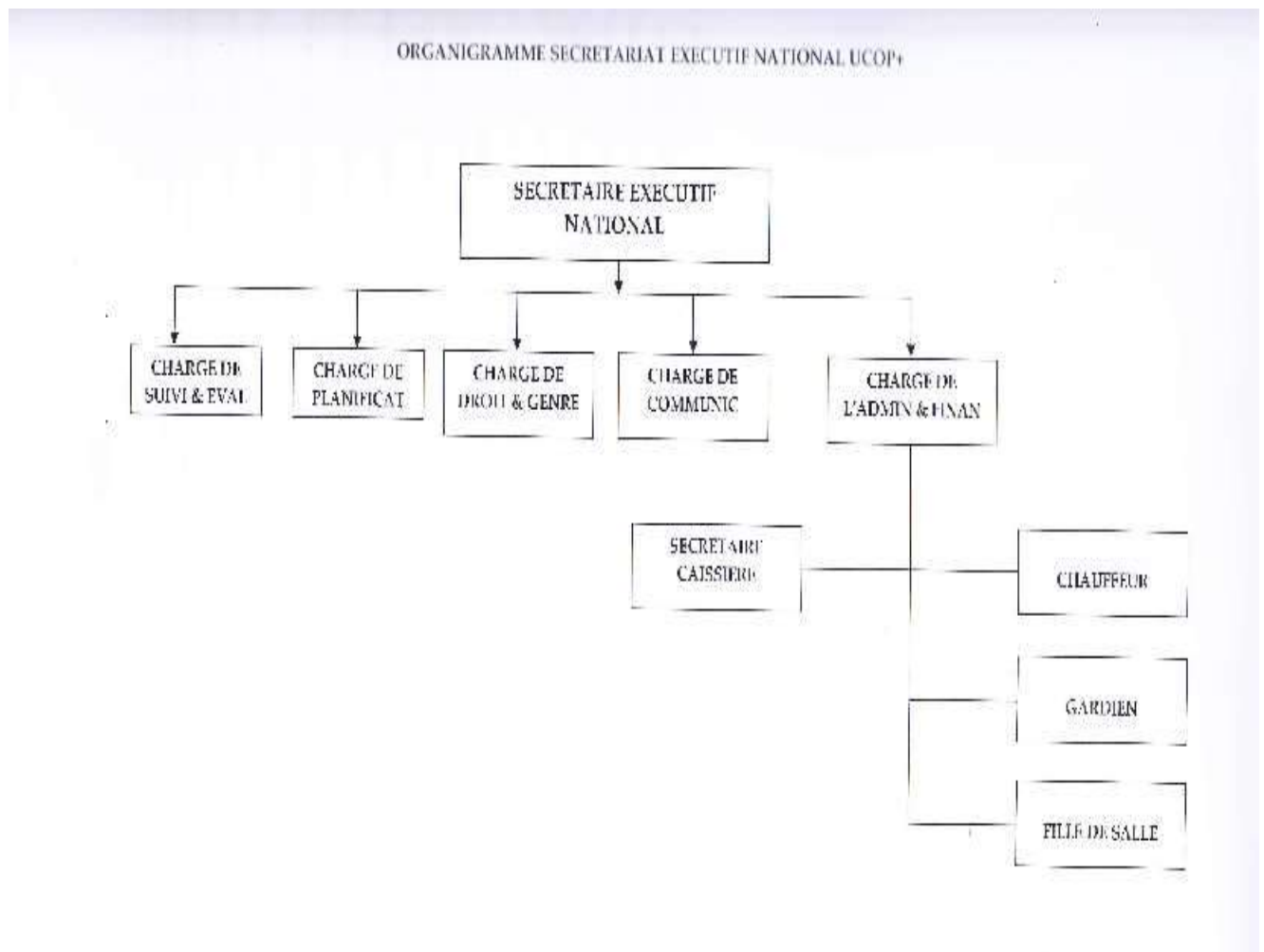
Fonds gérés les trois dernières années en USD

N°	BAILLEURS PRINCIPAUX	2014	2015	2016
	Les agences EX COM			
	PNUD/Fonds Mondial	0	0	
	UNICEF	0	0	0
	UNFPA	0	0	0
	Autres agences des Nations Unies (préciser)	0	0	
	Autres Bailleurs : SANRU			585670,28
	TOTAL GENERAL			

4.2.2. PERSONNES RENCONTREES

Nom	Institution /organisation	Poste	Adresse mail et N° Téléphone
Ange MAVULA	UCOOP+	Chargé de programmes	+243 811414007 Email : mavulson@yahoo.fr ; ange.mavula@gmail.com
Jean Claude MUSASA	UCOOP+	Chargé d'Administration et Finances(CAF)	+243 990092007 et +243820000425 ; Email : jeanclaude_musasa@yahoo.fr
Jean Claude MUKENDI	UCOOP+	Logisticien	+243 814076593 Email : jcmukenditshi@gmail.com

4.2.3. ORGANIGRAMME



4.3. QUESTIONNAIRE DE LA MICRO-EVALUATION

Manuel de micro-évaluation						
Domaine considéré <i>(Les questions importantes sont en gras)</i>	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
1. Partenaire d'exécution						
1.1 Le PE est-il légalement enregistré? Dans l'affirmative, respecte-t-il les conditions d'enregistrement ? Veuillez noter le statut juridique/ l'enregistrement de l'entité.	Oui			Faible	1	L'UCOOP+ est une ONG de droit congolais qui fonctionne sous le F.92.11.006 du ... ,Elle dispose d'un certificat d'enregistrement du Ministère de la santé N° MS 1255/DSSP/30/016 du 22 /03/2008, des statuts notariés sous 0642 Folio 0652 Volume V du mois d'avril 2008. Ses objectifs sont : promouvoir une implication accrue des PVVIH dans tous les domaines et secteurs d'activités de la lutte contre le Sida en RDC; apporter un appui technique et institutionnel aux réseaux et associations des PVVIH de toutes les provinces de la RDC; Mettre en place les mécanismes de communication et d'échange d'information entre les associations et réseaux de PVVIH de toutes les provinces d'une part et les réseaux, les associations et les partenaires d'autre; Mener le plaidoyer pour l'accès universel et gratuit aux services de prévention, de traitement, de soins de qualité et de conseils liés au VIH, et pour la promotion des droits fondamentaux des PVVIH; Renforcer les alliances et les partenariats avec les agences et les organismes nationaux et internationaux.
1.2 Si le PE a reçu des fonds des Nations Unies dans le passé, est-ce que des problèmes importants ont été relevés dans la gestion des ressources , y compris dans les activités d'assurance précédentes ?	Oui			Faible	1	L'UCOOP+ a déjà eu des fonds des Nations Unies (PNUD, UNICEF, ONUSIDA,) dont la tendance du financement s'élève repartit de la manière suivante:
1.3 Le PE est-il soumis à des obligations de rapports statutaires? Dans l'affirmative, s'est-il conformé aux dites exigences durant les trois exercices précédents?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP a l'obligation statutaire de produire les rapports pour elle -même et pour les financeurs (les bailleurs). Elle tient régulièrement ses réunions du Conseil d'Administration (une fois l'année) et de l'Assemblée

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

					Générale (tous les trois ans).	
1.4 L'organe directeur se rencontre-t-il régulièrement et exerce-t-il des fonctions de supervision?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié le Secrétariat Exécutif National se réunit régulièrement chaque lundi et exerce la supervision trimestriellement. Nous avons eu des évidences quant à ce.	
1.5 Si d'autres bureaux / entités externes participent à la mise en œuvre, le PE dispose t-il de politiques et procédures pour assurer la supervision et le suivi approprié de la mise en œuvre?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ organise des bureaux dans les provinces et qu'elle dispose de politiques et procédures pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre. Nous avons eu les rapports de suivi et de supervision pour les différentes missions.	
1.6 Le PE dispose t-il d'une stabilité financière locale de base (principales ressources; tendance de financement)? Fournir le montant total des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses pour l'exercice en cours et pour les trois exercices précédents.		Non	Elevé	8	L'UCOOP dépend largement du financement des bailleurs et des fonds de fonds de contrepartie (en cours).	
1.7 Le PE peut-il facilement recevoir des fonds ? Y a-t-il eu par le passé des problèmes graves concernant la réception de fonds par le PE, en particulier lorsque les fonds provenaient de ministères du gouvernement?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose de comptes bancaires spécifiques pour chaque bailleur tous logés à la RAW Bank de Kinshasa pour le Secrétariat Exécutif national à Kinshasa.	
1.8 Existe-t-il des procédures judiciaires en cours contre le PE ou des litiges matériels / significatifs en cours avec les fournisseurs / sous-traitants? Dans l'affirmative, indiquez les mesures prises par le PE pour résoudre la question de la procédure judiciaire.		Non	Faible	1	Nous avons vérifié qu'aucune procédure judiciaire ne court contre l'UCOOP+	
1.9 Le PE a-t-il établi une politique spécifique de lutte contre la fraude et la corruption ?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'une politique spécifique de lutte contre la fraude et la corruption. Nous avons obtenu le d'éthique et de conduite.	
1.10 Le PE a-t-il indiqué aux employés, bénéficiaires et autres destinataires les noms des personnes à contacter s'ils soupçonnent l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence ? Dans l'affirmative, le PE a-t-il une politique contre les représailles pour les personnes qui signale cette fraude?		Non	Elevé	4	Nous avons vérifié que l'UCOOP n'a pas mis en place de mécanismes de dénonciation des abus, du gaspillage et de fraude des biens et ressources de la structure.	
1.11 Le PE montre-t-il des risques financiers ou opérationnels clés qui ne sont pas pris en compte dans ce questionnaire ? Dans l'affirmative, veuillez les décrire. Exemples: le risque de change;			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ fait toutes les grosses dépenses en USD

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

les recettes.					
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	11				
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	10				
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré :	5				
Nombre total de points de risque :	20				
Note du risque	2				
Cote de risque dans le domaine considéré	Modéré				

Domaine considéré <i>(Les questions importantes sont en gras)</i>	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
2. Gestion du programme						
2.1. Est-ce que le PE possède et utilise des politiques écrites, des procédures et d'autres outils suffisamment détaillés (par exemple la liste pour l'élaboration d'un projet, les modèles de plans de travail, le calendrier de planification du travail) pour élaborer des programmes et des plans?	Oui			Faible	1	L'UCOOP+ dispose d'un manuel de politiques et procédures de gestion programmatique suffisamment détaillé qui décrit la méthodologie d'élaboration des plans et projets, précisent les outils, les modèles/canevas de plans de travail, le calendrier, le budget, etc. Nous avons des évidences quant à ce.
2.2. Est-ce que les plans de travail précisent les résultats attendus et les activités à mener pour obtenir des résultats, avec un calendrier et un budget bien définis pour les	Oui			Faible	1	Les plans de travail mis à notre disposition renseignent sur les résultats attendus, les activités à mener avec calendrier et budget. Nous avons eu des évidences quant à ce.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

activités?						
2.3 Le PE parvient-il à identifier les risques potentiels pour la mise en œuvre et les mécanismes du programme afin de les atténuer?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que le personnel de l'UCOOP a les compétences et la capacité à identifier les risques potentiels pour la mise en œuvre afin de les atténuer. Un plan de mitigation des risques nous a été remis quant à ce.
2.4 Est-ce que le PE possède et utilise des politiques, procédures, directives et autres outils (listes de vérification, modèles) suffisamment détaillés pour le suivi et l'évaluation?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP possède et utilise les politiques, procédures, directives et outils pour le suivi et évaluation. Nous avons eu des évidences.
2.5 Le PE dispose t-il de cadre de S & E pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles pour assurer le suivi de l'atteinte des résultats du programme?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP dispose d'un cadre S & E pour les programmes avec Fonds Mondial et d'autres bailleurs. Cependant, nous avons noté qu'il ne ressort pas systématiquement des données de référence pour les activités.
2.6 Est-ce que le PE effectue et documente les activités de suivi régulières telles que les réunions d'évaluation, les visites de site des projets, etc.	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié l'UCOOP+ effectue et documente les activités de suivi régulières. Nous avons eu des évidences.
2.7 Est-ce que le PE collecte et effectue le suivi et l'évaluation systématique des données sur l'atteinte des résultats du projet?	Oui			Faible	1	Nous avons eu des évidences quant à ce.
2.8 Existe t-il une évidence qui prouve que le PE a effectué le suivi des recommandations indépendantes de l'évaluation?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP a mis en place un plan de suivi de la mise en œuvre des recommandations faites par les évaluateurs indépendants. Nous avons eu des évidences quant à ce.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	8					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	8					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	2					
Nombre total de points de risque :	8					

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

Note du risque	1
Cote de risque dans le domaine considéré	Faible

Domaine considéré <i>(Les questions importantes sont en gras)</i>	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
3. Structure organisationnelle et dotation en personnel						
3.1 Êtes-ce que les pratiques relatives a la gestion du personnel du PE sont clairement définies et suivies, et sont-elles en conformité avec les principes de transparence et de compétitivité?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que le manuel de politiques et procédures de gestion des ressources humaines contient des principes de transparence et de compétitivité clairement définies et qui sont suivies en matière de recrutement du personnel. Nous avons eu des évidences quant à ce.
3.2 Le PE dispose t-il de fiches de descriptions de poste clairement définies?	Oui			Faible	1	Nous avons eu des évidences quant à ce.
3.3 La structure organisationnelle du service financier / de gestion du programme et la compétence du personnel sont-elles adaptées à la complexité et au volume des activités du PE? Identifiez les membres du personnel, y compris les intitulés de poste, les responsabilités, leur formation et leur expérience professionnelle.	Oui			Faible	1	Le service financier comprend Chargé des Finances et Administration secondé par une Assistante financière, un contrôleur interne et un logisticien qui fait également office de caissier.
3.4 La fonction comptabilité / finance du PE est-elle adéquatement dotée en personnel pour garantir que des contrôles suffisants sont en place pour gérer les fonds de l'agence ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les contrôles mis en sont suffisants à tous les niveaux (national et provincial).
3.5 Le PE a-t-il des politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme ? Est-ce que les formations nécessaires sont effectuées ?		Non		Modéré	2	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ n'a pas de politiques de formation du personnel comptable/financier/programme. Cependant, elle organise un système de formation sur le temps en interne et saisit des opportunités offertes par les financeurs(cas de Sanru pour le logiciel Tompro.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

3.6 Le PE procède-t-il à des vérifications / contrôles des références pour toutes les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité / finance et gestion?		Non	Significatif	3	Nous avons vérifié qu'UCOOP+ a eu lors de recrutement de son personnel de comptabilité/finance/programme appeler au téléphone les personnes de référence consignées dans les CV des candidats retenus. Nous n'avons d'évidence quant à ce.
3.7 Y a-t-il eu une rotation du personnel importante ces 5 dernières années ? Dans l'affirmative, le taux a-t-il augmenté ou diminué ? quelle est la source du problème ?		Non	Faible	1	Le personnel de l'UCOOP+ n'a pas connu une rotation ces 5 dernières années.
3.8 Est-ce que le PE dispose d'un cadre de contrôle interne défini et documenté ? Ce cadre est-il partagé et mis à la disposition du personnel et régulièrement mis à jour. Dans l'affirmative, veuillez préciser.	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCCOP dispose d'un manuel de politiques et procédures suffisamment documenté et couvre tous les domaines gestion. Il est régulièrement mis à jour.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	8				
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	8				
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	3				
Nombre total de points de risque :	11				
Note du risque	1.375				
Cote de risque dans le domaine considéré	Faible				

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
4. Politiques et procédures comptables						
4a. Généralités						
4.1 Le PE dispose-t-il d'un système comptable permettant l'enregistrement adéquat des transactions financières des agences des Nations Unies, y compris la répartition des dépenses en accord avec les composantes, les catégories de dépenses et les sources de financement respectives ?	Oui			Modéré	4	Nous avons vérifié que le système comptable permet d'enregistrer adéquatement les transactions financières des Nations Unies. L'UCOOP tient le livre de caisse, le bon d'entrée et de sortie, tient journal de banque, les inventaires. Il n'a pas un logiciel comptable et travaille sous Excel variante améliorée capable de faire le suivi budgétaire.
4.2 Le PE dispose t-il d'une méthodologie de répartition correcte des coûts entre les diverses sources de financement conformément aux accords conclus ?		Non		Modéré	4	Nous avons vérifié que l'UCOOP ne connaît pas les cas de charges communes.
4.3 Tous les documents comptables et pièces justificatives sont-ils conservés de façon permanente dans un système déterminé qui permet aux utilisateurs autorisés d'y accéder facilement ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les documents comptables sont mis dans les classeurs bien conservés dans les armoires métalliques selon l'ordre chronologique et lignes budgétaires.
4.4 Le grand livre général et les grands livres auxiliaires sont-ils rapprochés au moins une fois par mois ? Des explications sont-elles fournies pour les éléments de rapprochement importants ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP rapproche mensuellement le grand livre général avec les grands livres auxiliaires.
4b. Séparation des tâches						
4.5 Les responsabilités fonctionnelles suivantes sont-elles assumées par différents services ou personnes : a) autorisation d'effectuer une transaction ; b) enregistrement de la transaction ; c) conservation des actifs liés à la transaction ?	Oui			Faible	1	Le Secrétaire Exécutif autorise toutes les transactions, le DAF ou son Assistante financière enregistre les transactions et le logisticien/caissier conserve les actifs liés aux transactions.
4.6 Les fonctions de commande, de réception, de comptabilisation et de paiement des biens et services sont-elles séparées de façon appropriée ?	Oui			Faible	1	Le Secrétaire Exécutif fait/signé les commandes, le DAF ou son Assistante financière comptabilise et fait tous les paiements par chèques et OP tandis que le logisticien/caissier paie et réceptionne les biens..
4.7 Les rapprochements bancaires sont-ils préparés par d'autres personnes que celles qui effectuent ou approuvent les paiements ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les rapprochements bancaires sont préparés par le DAF ou son assistant et approuvés par le Secrétaire Exécutif National.
4c. Système de budgétisation						
4.8 Des budgets sont-ils préparés pour toutes les activités	Oui			Faible	1	Nous vérifié que l'UCOOP+ prépare des budgets

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

importantes de façon suffisamment détaillée pour constituer des outils utiles qui permettent d'en suivre l'exécution ?					suffisamment détaillés. Nous avons eu des évidences.
4.9 Les dépenses effectives sont-elles comparées au budget avec une fréquence raisonnable ? Des explications sont-elles requises en cas d'écart significatifs par rapport au budget ?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que la variante Excel utilisée par l'UCOOP+ permet de faire le suivi budgétaire mensuellement.
4.10 Des autorisations préalables sont-elles nécessaires en cas d'écart significatifs par rapport au budget ?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ n'a pas connu les cas de dépassements budgétaires.
4.11 Les budgets du PE sont-ils officiellement approuvés au niveau adéquat?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que les budgets sont approuvés par le Secrétaire Exécutif national et pour les bailleurs par les responsables attitré.
4d. Paiements					
4.12 Les procédures de traitement des factures prévoient-elles: <ul style="list-style-type: none"> · que des copies des bons de commande et des bons de réception doivent être obtenus directement auprès des services émetteurs ? · la comparaison des quantités, prix et conditions indiqués sur les factures avec ceux qui sont indiqués sur les bons de commande et avec l'enregistrement des biens effectivement reçus ? · la vérification de l'exactitude des calculs? 	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié les procédures de traitement des factures sont claires quant à ce.
4.13 Les paiements sont-ils approuvés de manière appropriée? Le PE dispose t-il d'une table d'autorité relative aux paiements?		Non	Significatif	6	Nous avons vérifié que tous les paiements sont soumis à l'approbation du Secrétaire Exécutif National. Nous n'avons pas eu d'évidence de l'existence d'une table d'autorité.
4.14 Toutes les factures sont-elles estampillées « PAYÉE », approuvées et clairement revêtues des mentions nécessaires aux fins d'attribution d'un code de projet et d'un code d'imputation comptable?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que la plupart de factures sont estampillées "PAYE",, non approuvées et non revêtues d'un code de projet.
4.15 Des contrôles existent-ils pour la préparation et l'approbation des frais de personnel ? Les changements de personnel sont-ils dûment autorisés ?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que les contrôles existent. Cependant, il manquait de time sheet et liste de présences dans le classement.
4.16 Existe t-il des contrôles pour veiller à ce que les coûts directs des salaires du personnel reflètent le montant réel du temps consacré par le personnel sur un projet?	Oui		Faible	1	Nous avons vérifié que les contrôles existent. Cependant, il manquait de chect ou liste de présences dans le classement.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

4.17 Existe-t-il des contrôles pour les catégories de dépenses qui ne proviennent pas du paiement de factures, telles que les indemnités journalières de subsistance (DSA), le transport et la répartition des coûts internes ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les contrôles sont mis en place et sont scrupuleusement respectés.(TDR, Ordre de mission, rapport de mission).
4e. Politiques et procédures						
4.18 Le PE dispose-t-il d'une méthode déterminée de comptabilité (par ex. comptabilité de trésorerie ou d'exercice) et dans l'affirmative est-elle en conforme aux exigences de l'agence?	Oui			Faible	1	L'UCOOP tient la comptabilité de trésorerie.
4.19 Le PE dispose t-il d'un manuel de politiques et procédures adéquat et est-il disponible pour le personnel concerné?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'un manuel de politiques et procédures adéquat et partagé à tout le personnel.
4f. Trésorerie et banques						
4.20 Le PE a-t-il besoin d'une double signature / autorisation pour les transactions bancaires? Est-ce que les nouveaux signataires sont approuvés à un niveau adéquat et les mises à jour sont-elles effectuées à temps opportun au départ des signataires?	Oui			Faible	1	Deux signataires officiels des comptes de l'UCOOP+(le secrétaire exécutif et le DAF) en cas d'empêchement le chargé de programme. La mise à jour des nouveaux signataires est mise à jour.
4.21 Le PE tient-il un livre de caisse adéquat et à jour, où sont consignés les recettes et les paiements ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que le livre de caisse est adéquat et à jour(arrêté au 31/03/2018
4.22 Si le partenaire fait des acomptes pour un programme de micro-finance, existent-il des contrôles pour la collecte, le dépôt en temps opportun et l'enregistrement des recettes à chaque lieu de collecte?			N/A	N/A	-	L'UCOOP+ ne procède pas aux paiements électroniques.
4.23 Les soldes bancaires et le grand livre de caisse font-ils l'objet d'un rapprochement tous les mois et sont-ils approuvés de manière appropriée ? Des explications sont-elles fournies pour justifier les éléments de rapprochement importants et inhabituels ?	Oui			Faible	1	Nous avons eu des évidences quant à ce.
4.24 Existe-t-il des dépenses importantes qui sont payées en espèces? Dans l'affirmative, le PE effectue t-il les contrôles adéquats sur ces paiements en espèces?		Non		Faible	1	Toutes les grosses dépenses sont payées par chèque
4.25 Est-ce que le PE effectue un rapprochement régulier de la petite caisse?	Oui			Faible	1	Nous avons eu des évidences quant à ce.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

4.26 Les espèces et les chèques sont-ils conservés dans un endroit sûr avec un accès limité? Les comptes bancaires sont-ils protégés par des contrôles d'accès à distance appropriés?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'un coffre-fort placé dans un endroit sécurisé avec accès limité et gestion en respectant le principe de la double intervention.
4.27 Existe-il des contrôles adéquats concernant la présentation de fichiers de paiement électroniques qui interdisent toute modification non autorisée une fois les paiements sont approuvés et les fichiers transmis sur des réseaux sécurisés / cryptés?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que le PE ne procède pas aux paiements électroniques.
4g. Autres bureaux ou entités						
4.28 Le PE dispose-t-il un processus pour s'assurer que les dépenses d'autres bureaux/entités sont conformes au plan de travail et / ou aux accords contractuels?	Oui			Faible	1	nous avons vérifié que l'UCOOP+ a mis en place des mécanismes de suivi de conformité de la mise en œuvre des activités par les antennes provinciales qui respectent le PTA et les accords conclus avec les bailleurs.
4h. Audit interne						
4.29 L'auditeur interne est-il suffisamment indépendant pour effectuer des évaluations critiques ? A qui doit-il rendre des comptes ?	Oui			Faible	1	L'UCOOP+ organise un service d'audit interne.
4.30 Le PE a-t-il des exigences déterminées en matière de qualification et d'expérience pour le personnel du service d'audit interne ?	Oui			Faible	1	Le personnel du service d'audit interne répond aux exigences en matière de qualification et d'expérience. Voir CV en annexe
4.31 Les activités financées par les agences seront-elles incluses dans le programme de travail du service d'audit interne ?	Oui			Faible	1	nous avons vérifié que les activités financées par les Partenaires techniques et financiers sont incluses dans son programme de travail. Nous n'avons pas vu ses rapports.
4.32 Le PE met-il en application les recommandations des auditeurs internes?	Oui			Faible	1	Nous n'avons pas eu d'évidence. L'auditeur interne passe chaque week-end, assure l'assurance - qualité et fait des recommandations verbales en cas d'anomalies.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :					32	
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:					30	
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:					19	

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

Nombre total de points de risque : 41

Note du risque 1.367

Cote de risque dans le domaine considéré Faible

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
5. Immobilisations et stocks						
5a. Protection des actifs						
5.1 Y a-t-il un système de protection adéquat pour éviter que les actifs soient l'objet de fraudes, de gaspillages ou d'abus ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'un système de protection adéquat de ses actifs. Il prend des inventaires semestriellement, dispose d'un coffre-fort, tient les registres des immobilisations, remplit les fiches des stocks. Il tient des carnets de bord pour les véhicules et fait régulièrement les entretiens des véhicules et du groupe électrogène.
5.2 Les registres auxiliaires des immobilisations et des stocks sont-ils à jour et font-ils l'objet de rapprochements avec le compte collectif ?	Oui			Faible	1	nous avons vérifié que les registres auxiliaires des immobilisations et des stocks sont à jour.
5.3 Des inventaires physiques des immobilisations et des stocks sont-ils effectués périodiquement ? Dans l'affirmative, veuillez préciser.	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ prend des inventaires physiques chaque semestre et opère parfois de contrôle inopiné des immobilisations et des stocks.
5.4 Les immobilisations et les stocks sont-ils couverts par des polices d'assurance adéquates ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les deux véhicules de l'UCOOP+ dons Fonds Mondial sont assurés.
5b. Entreposage et gestion des stocks						
5.5 Les installations d'entreposage ont-elles une sécurité physique adéquate?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ n'a pas besoin d'un entrepôt par rapport à la nature de ses activités et missions.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

5.6 Le stockage de l'entrepôt est-il disposé de sorte qu'il soit identifiable, protégé contre les dommages, et de manière à faciliter le décompte?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ n'a pas besoin d'un entrepôt par rapport à la nature de ses activités et missions.
5.7 Le PE possède-t-il un système de gestion des stocks qui lui permet d'effectuer le suivi de la distribution de fournitures?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ tient les fiches de stock pour la gestion des fournitures de bureau
5.8 La responsabilité de recevoir et distribuer des stocks est-elle différente de celle qui consiste à mettre à jour les registres d'inventaire?	Oui			Modéré	2	Nous avons vérifié que le logisticien reçoit et distribue les stocks
5.9 L'inventaire physique est-il effectué de façon périodique ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ fait les inventaires chaque semestre. Cependant, il n'a pas eu d'évidence quant au contrôle inopiné.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	9					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	7					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	1					
Nombre total de points de risque :	8					
Note du risque	1.143					
Cote de risque dans le domaine considéré	Faible					

Domaine considéré	Oui	Non	N/A	Evaluation	Points de	Remarques/observations
-------------------	-----	-----	-----	------------	-----------	------------------------

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

<i>(Les questions importantes sont en gras)</i>				des risques	risque	
6. Rapport financier et suivi						
6.1 Le PE a-t-il déterminé des procédures d'établissement de rapports financiers qui précisent les types de rapports qui doivent être préparés, le système source pour les rapports importants, la fréquence de la préparation, leur contenu et leur utilisation ?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que le manuel de politiques et de procédures contient des procédures d'établissement des rapports financiers et
6.2 Est-ce que le PE prépare l'ensemble les états financiers?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ prépare les bilans, les tableaux emplois-ressources, les rapports financiers et les autres annexes.
6.3 L'ensemble des états financiers du PE est-il régulièrement audité par un auditeur indépendant conformément aux normes d'audit nationales ou internationales appropriées? Dans l'affirmative, veuillez précisez les références de l'auditeur.	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que les états financiers 2015 et 2016 de l'UCOOP+ ont été audités par le cabinet MAZARS CAMEROUN , société d'audit, d'expertises et de conseils, agrément CEMAC N° SEC 034 et agrément ONECCA N° SEC 017
6.4 Des problèmes graves relatifs a des dépenses inéligibles sur des fonds de donateurs ont ils été relevés dans les rapports d'audits du partenaire durant ces cinq dernières années ?)		Non		Faible	1	Aucun problème grave n'a été signale.
6.5 Y a-t-il des recommandations importantes faites par les auditeurs dans les cinq précédents rapports d'audit et/ou lettres de recommandations sur la gestion au cours des cinq dernières années qui n'ont pas encore été mises en œuvre?		Non		Faible	1	Aune recommandation n'a été formulée lors des audits.
6.6 Le système de gestion financière est-il informatisé ?		Non		Significatif	6	Nous avons vérifié que le système de gestion financière de l'UCOOP n'est pas informatisé. Son logiciel Tompro est bloqué. Cependant, il travaille sous une variante améliorée d'Excel.
6.7 Le système informatisé de gestion financière peut-il produire les rapports financiers nécessaires ?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que le système de gestion financière de l'UCOOP n'est pas informatisé. Son logiciel Tompro est bloqué. Cependant, il travaille sous une variante améliorée d'Excel.
6.8 Le PE dispose-t-il de mesures de protection appropriées pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données? Par exemple : les contrôles d'accès par mot de passe; des données régulières de sauvegarde.			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que le système de gestion financière de l'UCOOP n'est pas informatisé. Son logiciel Tompro est bloqué. Cependant, il travaille sous une variante améliorée d'Excel.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :					8	

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

Nombre total de questions applicables au domaine considéré: 6

Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré: 3

Nombre total de points de risque : 11

Note du risque 1.833

Cote de risque dans le domaine considéré Modéré

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
7. Passation de marchés et Attribution de Contrat						
7a. Passation de marchés						
7.1 Le PE dispose-t-il de politiques et procédures écrites en matière de passation de marchés?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'un manuel de politiques et procédures écrites en matière de passation de marchés.
7.2 Les exceptions aux procédures sont-elles documentées et envoyées à la direction pour approbation ?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ n'a jamais connu des cas d'exceptions aux procédures de passation de marchés.
7.3 Le PE dispose-t-il d'un système de passation de marchés informatisé avec des contrôles d'accès adéquats et une séparation des tâches entre ceux qui initient les bons de commande, ceux qui		Non		Elevé	4	Nous avons vérifié que le système de passation de marchés de l'UCOOP+ n'est informatisé.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

les approuvent et ceux qui font la réception de la commande? Veuillez décrire ce système de passation de marchés.					
7.4 Les rapports sur les achats sont-ils régulièrement extraits et examinés? Décrire les rapports extraits, la fréquence et l'examen ainsi que les approbateurs.		N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que le système de passation de marchés de l'UCOOP+ n'est informatisé.
7.5 Le PE dispose-t-il d'une unité de passation de marchés avec des chaînes hiérarchiques bien définies qui favorisent l'efficacité et la responsabilisation?	Oui		Significatif	3	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ organise une commission de passation de marchés composée du personnel UCOOP+ et des représentants des partenaires .
7.6 Le comité de passation de marchés du PE est-il composé d'un personnel qualifié, formé, diplômé et reconnu comme des experts en passation de marchés et qui connaît bien la réglementation de l'ONU / Banque mondiale / Union européenne en matière de passation de marchés, en plus de celle du PE?	Oui		Faible	1	Nous avons noté que les membres qui viennent des partenaires connaissent les procédures de passation de marchés de Fonds Mondial, PNUD
7.7 Il y a-t-il eu des recommandations importantes sur la passation de marchés faites par les auditeurs dans les cinq rapports d'audit et / ou lettres de gestion précédents au cours des cinq dernières années et qui n'ont pas encore été mises en œuvre?		Non	Faible	1	Aucune recommandation importante n'a été faite quant à ce.
7.8 Le PE exige-t-il des autorisations écrites ou électroniques du système pour les achats? Si oui, examinez si les seuils d'autorisation sont appropriés.	Oui		Modéré	4	Nous avons vérifié que toutes transactions sont soumises à l'approbation du Secrétaire Exécutif national
7.9 Les procédures de passation des marchés et les modèles de contrats font-ils des références aux principes éthiques et d'exclusion et aux critères d'inéligibilité en passation de marchés ?	Oui		Modéré	2	ce sont des modèles des contrats des bailleurs. L'UCOOP+
7.10 Le PE obtient-il des autorisations suffisantes avant de signer un contrat?	Oui		Faible	1	Procédures existantes et appliquées
7.11 Le PE a-t-il établi des directives et des procédures formelles pour faciliter l'identification, le suivi et la gestion des conflits d'intérêts potentiels avec des fournisseurs potentiels/agents délégués à la passation des marchés ? Dans l'affirmative, comment le PE gère-t-il les conflits d'intérêts ?		Non	Modéré	2	Nous avons obtenu le code de bonne conduite et d'éthique de l'UCOOP+. Nous avons vérifié qu'il contient des directives quant au conflit d'intérêts.
7.12 Le PE a-t-il un processus bien défini pour l'approvisionnement préalable des fournisseurs ? Les méthodes formelles de passation de marchés comprennent-elles une diffusion large des projets de marché ?	Oui		Modéré	4	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ a établi des directives et procédures pour l'approvisionnement préalable des fournisseurs. Cependant, nous n'avons pas trouvé une disposition quant à la diffusion large des projets de marchés.

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

						Elle procède jusque-là à la consultation restreinte.
7.13 Le PE garde-t-il une trace de la qualité des prestations antérieures des fournisseurs ? Par exemple une base de données de fournisseurs de confiance?	Oui			Faible	1	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ dispose d'une base de données des fournisseurs établies par le SANRU.
7.14 Le PE dispose-t-il d'un processus bien défini pour s'assurer de la soumission et de l'évaluation des offres de manière sûre et transparente ? Dans l'affirmative, décrivez le processus.	Oui			Faible	1	Le processus part de l'expression des besoins, la rédaction des appels d'offre, l'évaluation des offres, sélection des fournisseurs le moins disant et qui répond aux critères, signature des contrats, établissement des bons de commande et paiement. Nous avons noté que le PE procède pour la plupart des achats au shopping.
7.15 Lorsqu'un appel d'offres a été publié, le PE attribue-il le contrat en se basant sur les exigences énoncées dans la documentation d'appel d'offres, et qui tient compte de l'expertise technique et du coût?	Oui			Faible	1	Toutes les décisions d'achat sont soumises à l'approbation du Coordonnateur et l'attribution du contrat tient compte de l'expertise technique et du coût..
7.16 Au cas où le PE gère des contrats importants, dispose-t-il d'une politique en matière de gestion / attribution de contrats?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne gère pas de contrats importants.
7b. Gestion des contrats - À remplir uniquement pour les PE qui gèrent des contrats importants dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Sinon choisissez N/A pour l'évaluation des risques						
7.17 Existe t-il un personnel qui ait été responsabilisé exclusivement pour gérer les contrats ou surveiller leur expirations?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne gère pas de contrats importants.
7.18 Y a t-il des employés désignés pour surveiller l'expiration des cautions de bonne fin, des dommages-intérêts liquidés et autres instruments de gestion des risques?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne gère pas de contrats importants.
7.19 Le PE dispose-t-il d'une politique sur les actions qualifiées de ex post-facto dans les contrats?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne gère pas de contrats importants.
7.20 Quelle est la fréquence de ses actions contractuelles qualifiées de ex post-facto?			N/A	N/A	-	Nous avons vérifié que l'UCOOP+ ne gère pas de contrats importants.
Nombre total de questions dans le domaine considéré:	20					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	18					

PNUD_Union Congolaise des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH « UCOOP+ »

Rapport de la Micro – évaluation réalisée pour le compte des Agences EXCOM en RD Congo

Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	5
Nombre total de points de risques:	26
Note du risque	1.444
Cote de risque du domaine considéré	Faible

TOTAUX

Nombre total de questions	96
Nombre total de questions applicables:	82
Nombre total de questions importantes applicables:	38
Nombre total de points de risques	125
Note de risque total	1.524
Cote de risque globale	Faible

====FIN DU RAPPORT DE LA MICRO-EBVALUATION====